



ACV-CSCi RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

1. COORDINATION GÉNÉRALE DE L'ACV-CSCi EN TANT QU'ASBL

1.1.Assurer la coordination et l'articulation des activités	
Thèmes spécifiques en 2025	• Evaluation de la maîtrise organisationnelle • Structure d'archivage des documents sur SharePoint
Activités récurrentes	• Assurer le développement et la mise à jour, en interne et de manière collective, d'un cadre stratégique et opérationnel pour l'ASBL ; • Assurer le recrutement et l'intégration de nouveaux membres de personnel - en utilisant notamment les documents internes décrivant les politiques organisationnelles ; • Gérer le fonctionnement individuel et collectif des membres du personnel ; • Organiser des réunions mensuelles du personnel ainsi qu'une retraite annuelle pour tous les membres du personnel ; • Mener des entretiens de fonctionnement annuels avec chaque membre de l'équipe ; • Assurer des consultations régulières avec la présidente et la secrétaire générale de l'ACV-CSC ainsi qu'avec la présidente et la vice-présidente de l'ACV-CSCi ; • Représenter les employés lors des réunions du conseil d'administration (CA) et de l'assemblée générale (AG) de l'ACV-CSCi ; • Assurer le secrétariat du conseil d'administration et de l'assemblée générale ; • Communiquer chaque semaine au BJ des notes, demandes et rapports émanant du personnel ; • Participer aux réunions des chefs de service afin de favoriser l'articulation de l'ACV-CSCi au sein de l'ACV-CSC ; • Assurer une communication efficace sur les travaux de l'ACV-CSCi à l'extérieur ; • Suivre et garantir l'atteinte des indicateurs organisationnels communs sur une base annuelle ; • Réaliser une analyse annuelle des résultats globaux obtenus – avec présentation au conseil d'administration de l'ACV-CSCi.
Réalisations spécifiques en 2025	• Organisation d'une retraite d'équipe de deux jours à Louvain afin de faire le bilan de l'année écoulée et d'identifier les priorités pour l'année à venir, avec un focus particulier sur l'amélioration du bien-être du personnel et de la communication au sein de l'équipe (24-25/9) ; • Atteinte de 45 indicateurs sur les 50 fixés au niveau organisationnel et acceptation par le CA de ces résultats (20/6) .

1.2.Assurer une bonne gestion financière	
Thèmes spécifiques en 2025	• Allocations per diem
Activités récurrentes	• Gérer l'ensemble des processus financiers de l'ACV-CSCi ; • Faciliter le développement interne et participatif de formats et de procédures permettant une gestion financière rigoureuse par les employés et les OP ; • Préparer les documents financiers pour l'approbation des comptes par le CA et l'AG ; • Assurer le dépôt des comptes annuels à la Banque nationale pour publication au Moniteur belge, conformément aux obligations des ASBL.
Réalisations spécifiques en 2025	• Développement d'une procédure et format per diem pour les membres de l'équipe ; • Présentation d'un rapport du commissaire aux comptes 'sans réserve' concernant les comptes annuels et le respect des autres obligations légales et réglementaires ; • Approbation du rapport de résultats 2024 – accompagné d'une évaluation positive de la part du CA (16/5) et de l'AG (20/6).
1.3.Gestion de la qualité au niveau organisationnel	
Thèmes spécifiques en 2025	• Décolonisation • Screening de la maîtrise de l'organisation
Activités récurrentes	• Faciliter des sessions de travail participatif pour le développement ou la mise à jour du plan stratégique et opérationnel de l'ASBL ; • Assurer le suivi des évolutions et des exigences au sein de l'ACV-CSC, du PCTD, du secteur syndical (CSI/TUDCN) et du secteur de la coopération internationale belge (NGOfederatie et ACODEV) ; • Faciliter les réunions des groupes de travail internes pour chaque domaine de fonctionnement organisationnel — finances, personnel, genre, environnement et climat, partenariats, intégrité, gestion des risques, communication, transparence, gestion des crises et décolonisation — en veillant à la finalisation des discussions lors des réunions du staff ou du comité de programme, ainsi qu'à la mise à jour annuelle des documents pertinents de politique interne.
Activités spécifiques en 2025	• Préparer, accompagner et assurer le suivi de la visite au siège de l'ACV-CSCi d'un représentant de la DGD et d'un consultant d'Ernst & Young, chargés de l'examen du niveau de maîtrise organisationnelle dans le cadre de la demande d'accréditation introduite en 2024 pour la période après 2026 (13/5).
Réalisations spécifiques en 2025	• Mise en œuvre initiale du plan de lancement des formations internes sur la décolonisation, avec deux sessions conjointes organisées en collaboration avec ITECO et WSM (voir point 7 ci-dessous) ; • Obtention d'un score de 97/100 lors de la screening de la maîtrise organisationnelle réalisée par la DGD et Ernst & Young, constituant un des éléments déterminants pour l'octroi, le 21 novembre 2025, par le ministre

	compétent, de la reconnaissance dans le cadre de la Coopération internationale belge pour une période de dix ans à partir du 1er janvier 2027 ; • Élaboration d'une note de contextualisation et de positionnement politique sur la décolonisation, intégrant des engagements concrets et un plan d'action pour la mise en œuvre interne, approuvée par le CA de l'ACV-CSCi (12/12).
1.4. Travail de secrétariat	
Thèmes spécifiques en 2025	• Transparence administrative interne
Activités récurrentes	• Assurer le soutien administratif pour l'ensemble des processus de l'ACV-CSCi ; • Assurer le soutien administratif pour le fonctionnement des projets et des programmes (au-delà de la simple gestion financière) ; • Assurer le soutien administratif pour l'organisation d'événements internationaux : voyages et séjours des invités internationaux lors des événements de l'ACV-CSC, webinaires, ainsi que voyages internationaux et séjours des dirigeants, du personnel et des militants de l'ACV-CSC ; • Assurer les traductions (correctes) des documents de politique interne en néerlandais, français, anglais ou espagnol selon les besoins ; • Rédiger les rapports annuels de l'ASBL et en obtenir l'approbation par le conseil d'administration de l'ACV-CSCi ; • Assurer la publication annuelle des rapports sur le site web (pages web) avant fin juin de chaque année.
Réalisations spécifiques en 2025	• Mise en place d'une structure claire et partagée pour l'organisation des documents du service sur SharePoint ; • Publication du rapport annuel d'activités le 30/6, après approbation par le CA (20/6) ; • Organisation de voyages et séjours à l'étranger pour 15 dirigeants et membres du personnel individuels de l'ACV-CSC ; • Organisation de voyages et séjours à Genève pour 7 dirigeants de l'ACV-CSC and 3 membres du personnel de l'ACV-CSCi - en faveur de leur participation (et facilitation de la participation des partenaires programme) à la conférence annuelle de l'OIT (2-13/6) ; • Facilitation de voyages et séjours en Belgique pour 6 membres d'unions partenaires ukrainiens de l'ACV-CSC - en faveur de leur participation au comité exécutif de l'ETUC (19-20/11).

2. SUIVI DES ÉVOLUTIONS SOCIO-POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET SYNDICALES, OPPORTUNITÉS ET RISQUES

2.1. Représentation de l'ACV-CSC dans des congrès et séminaires à l'étranger	
Thèmes spécifiques en 2025	(divers)
Activités récurrentes	- Assurer/coordonner la participation de l'ACV-CSC ou de l'ACV-CSCi aux congrès et réunions thématiques de la CES et de ses membres avec lesquels l'ACV-CSC entretient une collaboration intensive ; - Assurer/coordonner la participation de l'ACV-CSC ou de l'ACV-CSCi aux congrès et réunions thématiques des régionales de la CSI ; - Participer aux réunions annuelles du comité consultatif élargi de la francophonie syndicale ; - Assurer la participation de l'ACV-CSC ou de l'ACV-CSCi aux congrès des partenaires syndicaux de l'ACV-CSC(i) et de WSM ; - Assurer les contacts et les échanges avec les OP pour le suivi du contexte politique, économique, social et syndical dans les continents/pays partenaires du programme DGD ; - Maintenir les contacts et les échanges par e-mail, réseaux sociaux, conférences en ligne publiques (comme Europe Calling, Forum New Economy, ...) et autres canaux avec les représentants des membres nationaux de la CES sur le contexte politique, économique, social et syndical d'un pays/région.
Réalisations spécifiques en 2025	- Participation au Congrès de la CISL à Rome (19-21/7) ; - Participation au congrès du partenaire syndical au Niger (27-28/11) ; - Participation en ligne à la réunion annuelle conjointe de la CSI Asie-Pacifique, des Fédérations syndicales internationales (GUFs) et des Trade Union Solidarity Support Organisations (TUSSO), organisée à Jakarta (24/25-11).
2.2. Représentation de l'ACV-CSC au sein de la CSI, ses régionales, et la CES	
Thèmes spécifiques en 2025	- Employabilité - Salaires décents - Paix et transformation économique pour la justice sociale en Afrique - Dialogue social et le tripartisme - Projet de Convention sur le HRDD à l'OIT - Priorités et tâches essentielles de la CSI - Violations des droits du travail en Palestine, au Myanmar, au Bélarus, en Ukraine et en Arabie saoudite - Salaire minimum et égalité salariale - La qualité emploi - Simplification des régulations - Le contexte géopolitique
Activités récurrentes	Assurer la participation de l'ACV-CSC ou de l'ACV-CSCi aux congrès et réunions statutaires de la CSI (Conseil général et Comité exécutif) ;

	• Assurer la participation de l'ACV-CSC ou de l'ACV-CSCi aux activités de la CSI (séminaires, webinaires, réunions) ; • Assurer la participation de l'ACV-CSC ou de l'ACV-CSCi aux congrès et réunions statutaires de la CES (Comité exécutif - 4x fois par an, et Comité de direction - 6 à 8 fois par an) ; • Organiser, faciliter, animer et participer à des réunions de préparation et de suivi des réunions d'instance de la CES, en collaboration avec des organisations syndicales nationales spécifiques en Europe ; • Faciliter et assurer le suivi quotidien des dossiers entre les instances de la CES et de l'ACV-CSC, en accompagnant et soutenant les (18) mandataires de l'ACV-CSC au sein des comités permanents de la CES, ainsi que les (10) représentants de l'ACV-CSC au sein des groupes de travail ad hoc de la CES - tout en veillant à la mise en œuvre et au suivi des décisions prises par la CES au niveau national et organisationnel ; • Accompagner les 2 mandataires effectifs de l'ACV-CSC au Comité économique et social Européen (CESE), en tant que membre suppléant, afin d'assurer le lien CESE-CSC-CES au niveau opérationnel.
Activités spécifiques en 2025	• Représenter l'ACV-CSC - o à la 15^e édition du Forum de la Rentrée Syndicale de la CSI-Afrique à Grand-Bassam (Côte d'Ivoire), rassemblant plus de 200 délégués de 52 pays africains ainsi que des partenaires d'Europe, d'Asie et des Amériques (24-28/2) ; - o au Conseil général de la CSI, avec une attention particulière portée à la résolution « Appel pour la paix, le désarmement et le dialogue » dans le contexte des conflits repris dans le Global Rights Index et des pays à haut risque (en ligne, 17 et 19/6) ; - o au PERC de la CSI, lors de la Summer School à Astana et du Bureau exécutif, rencontres consacrées au dialogue social et au tripartisme (8-11/7 et 20-21/11) ; - o à la conférence européenne « Wage Up » de la CES, réunissant une centaine de participants autour des enjeux de salaire minimum et d'égalité salariale (7-8/10) ; - o au Bureau exécutif de la CSI et aux discussions préparatoires aux décisions du Conseil général concernant les priorités et tâches essentielles, notamment le Plan pour l'efficacité, l'efficience et la durabilité financière de la Confédération (en ligne, 26/5 et 17/11 ; - o au Comité pour les droits humains et syndicaux de la CSI, consacré à l'examen de la situation des droits du travail sur les différents continents, au suivi des plaintes déposées au BIT et à la mise en place d'un mécanisme de réponse rapide (en ligne, 27/10) ; • Accompagner la présidente de l'ACV-CSC au conseil général de la CSI à Addis-Abeba (Ethiopie, 2-4/12).
Réalisations spécifiques en 2025	• Participation à la conférence à mi-mandat de la CES réunissant à Belgrade les membres du comité exécutif de la CES entre le dernier et le prochain congrès (19-21/5) ; • Contribution sous forme d'une présentation sur le dialogue social lors de la Summer School de la PERC à Astana (8-11/7) ;

	• Rédaction d'un rapport pour le bureau journalier de l'ACV-CSC des bilans, stratégies et interventions présentées lors du conseil général de la CSI à Addis-Abeba (décembre).
2.3. Suivre par ailleurs les évolutions politiques, économiques et syndicales	
Thèmes spécifiques en 2025	• L'économie de plateforme • Les nouvelles formes de travail en Chine • L'intelligence artificielle sur le lieu de travail • La lutte contre l'extrême droite • L'emploi de qualité • La transition juste • La sous-traitance
Activités récurrentes	• Maintenir les échanges avec les alliés et partenaires syndicaux de l'ACV-CSC en dehors des réunions et activités statutaires ; • Suivre les dossiers législatifs , en mettant l'accent sur les questions liées à l'Europe Sociale ; • Participer à des conférences et séminaires en ligne d'acteurs sociaux (Rules To Protect Europe, Europe Calling, Forum New Economy, ...) ; • Participer, suivre et intervenir à des événements en ligne organisés par d'autres organisations, comme les fondations Böckler, Otto Brenner et Ebert, le Pacte du pouvoir de vivre, ainsi que le réseau antifasciste de la CGIL (avec statut d'observateur).
Activités spécifiques en 2025	• Participer, à titre temporaire, aux réunions mensuelles de la taskforce de lutte contre l'extrême droite ; • Participer à une réunion avec ACV-CSC Metea et IndustriALL concernant une plainte du secteur textile déposée auprès du Point de contact de l'OCDE contre Sioen au Myanmar (22-23/1) ; • Participer à un webinaire de la CSI portant sur la situation au Myanmar et sur les activités de la CTUM (Confederation of Trade Unions Myanmar) (12/2) ; • Échanger avec le partenaire du CNCD au Burkina Faso, le Secrétariat permanent des ONG (SPONG), lors d'une rencontre au CNCD à Bruxelles (22/05) ; • Participer à une réunion consacrée à la situation et au contexte en Chine, en présence de diplomates du ministère des Affaires étrangères (28/8) ; • Participer à une réunion préparatoire avec un groupe de responsables et de membres du personnel de l'ACV-CSC avant leur échange avec l'ACFTU en Chine (8/9) ; • Participer à 2 séminaires européens CSC-CFDT-UIL-ÖGB-SAK-UGTE-OPZZ réunissant les secrétaires généraux et conseillers Europe de ces organisations à Vienne (5-6/2) et à Paris (11-12/9) ; • Participer au Forum tarifaire de la fondation Böckler du DGB réunissant une 100aine de participants (11-12/12) ; • Participer à une rencontre avec l'Ambassadeur de Cuba en Belgique, consacrée à l'exploration de possibilités de collaboration avec des organisations syndicales cubaines (16/9).

Réalisations spécifiques en 2025	• Suivi continu des dossiers législatifs relatifs à l'emploi de qualité, à l'IA sur le lieu de travail, à la transition juste et à la sous-traitance, tant durant les consultations européennes que lors de la préparation et de l'adoption des rapports d'initiative du Parlement européen ; • Organisation d'une réunion avec la direction de l'ACV CSC en vue d'élaborer une stratégie adéquate pour les relations avec l'ACFTU en Chine (16/5).
---	--

3. ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE

3.1. Sensibilisation/formation/activation des employés, délégués, militants et membres de l'ACV-CSC et de ses centrales et fédérations (+ l'opinion publique générale)	
Thèmes spécifiques en 2025	• La citoyenneté mondiale et solidaire • La Palestine • La prolifération des armes nucléaires • Le phosphate dans le secteur minier • Le devoir de vigilance (HRDD) et une nouvelles directive • L'accord gouvernementale de la coopération internationale (et les conséquences) • Les tarifs commerciaux • La situation des travailleurs aux Philippines • L'action contre les activités économiques dans les colonies israéliennes illégales • L'extractivisme et droits humains en RDC • L'accord commercial UE-MERCOSUR
Activités récurrentes	• Fournir des contributions sur des thématiques internationales lors des réunions des instances suivantes : - o le Conseil général de l'ACV-CSC ; - o le Conseil national ; - o les réunions CRW et ou CCF ; - o les réunions BRC ; - o les réunions VRC ; • (Co)organiser des activités de sensibilisation et de formation sur des thématiques internationales et européennes à destination des centrales professionnelles et des fédérations régionales de l'ACV-CSC ; • Soutenir les formations, actions, campagnes et projets pilotes des centrales et des fédérations portant sur des thématiques internationales et européennes ; • Rédiger, créer ou commander des articles ou des contenus audiovisuels sur des sujets continentaux et internationaux pour la presse interne et externe ; • Gérer les contenus de l'ACV-CSC axés sur l'Europe sociale sur les plateformes de micro-messagerie Bluesky, Mastodon et le Fediverse ; • Coopérer de manière structurelle avec l'observatoire digital MEPWatch, notamment via un soutien financier, la diffusion systématique de ses

	contenus sur les réseaux sociaux et des collaborations pour des formations ; Assurer la communication systématique sur le comportement de vote au Parlement Européen via les outils de micro-messagerie, puis, lorsque possible, de manière crossmédiatique.
Activités spécifiques en 2025	- Participer à une journée préparatoire au Centre d'Elewijt, organisée par METEA, en vue d'un échange sur le devoir de diligence en matière de droits humains (HRDD) avec des militants et des responsables au Cambodge (10/2) ; - Participer à des échanges du groupe international de la fédération régionale de Bruxelles de l'ACV-CSC (19/03) ; - Participer à une journée de retrouvailles organisée par METEA pour les militants et responsables ayant voyagé au Cambodge afin de prendre part à l'échange sur le devoir de diligence en matière de droits humains (HRDD) (1/4) ; - Participer aux événements d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire ainsi qu'aux échanges entre pairs organisés dans le cadre du forum CWBCI (22, 27 et 28/5) ; - Présenter le travail d'ACV-CSC International aux étudiant·e·s de l'UCLL dans le cadre du cours « Identité et champ professionnel » (15/10) ; - Représenter l'ACV-CSCi aux réunions du GIL (Groupe International de Liège de l'ACV-CSC) (6/10 et 17/11) ; - Assurer la participation et la représentation d'un membre du comité de pilotage du programme MINES à une soirée ECMS organisée par le CIEP (Centre d'information et d'éducation populaire) intitulée « Rencontre-débat : L'empreinte toxique du phosphate » sur le secteur minier (5/11) ; - Participer à une session d'information auprès d'une dizaine d'étudiants de master en relations internationales sur (afin de promouvoir) l'action internationale syndicale, en particulier de la CSC (dans le cadre de l'OIT, la CSI, et le programme de coopération internationale cofinancé par la DGD (4/12) ; - Représenter l'ACV-CSCi au congrès de la fédération régionale de Liège-Vervier-Oost Belgique de l'ACV-CSC (18/12) ; - Fournir ou relayer des informations sur les campagnes, actions ou messages de solidarité de nos partenaires internationaux (par exemple : pétitions de collègues japonais contre la prolifération des armes nucléaires et pour la promotion de la paix, campagnes de la CSI et de ses organisations régionales, etc.) en vue de leur publication sur Bluesky ; - Coopérer avec l'Observatoire MEPWatch à la préparation d'un rapport sur le comportement de vote des eurodéputés belges, dont la publication est prévue en 2026.
Réalisations spécifiques en 2025	- Élaboration d'outils de sensibilisation sur les votes en plénière du Parlement européen, avec des synthèses comparatives avant/après mettant en lumière les principaux enjeux pour les travailleurs ; - Congélation des activités sur X et transfert complet des activités de micro-messagerie vers Bluesky, ainsi que, dans une moindre mesure, vers Mastodon et le Fediverse ;

	• Présence continue sur Bluesky, avec un accent particulier sur la communication autour de l'action syndicale européenne ; • Réalisation d'une cartographie des besoins et intérêts des centrales et fédérations de l'ACV-CSC en matière de travail syndical international, réalisée à travers des échanges, exercice ayant permis d'établir un aperçu structuré de leur travail international et de rédiger une note d'orientation pour guider le prochain programme DGD (2027-2031) ainsi que d'autres aspects du travail d'ACV-CSCi - approuvée par le CA (16/5) ; • Co-présentation d'un Midi Infos interne au MOC, intitulé « What's in my suitcase », avec WSM, BIE et l'asbl SIM, portant sur l'atelier de mi-parcours du programme conjoint MINES organisé en décembre 2024 à Dakar (27/1) ; • Organisation d'une réunion de suivi dans le cadre du voyage de travail en RDC de novembre 2024, focalisée sur le devoir de vigilance et réunissant sept participant·e·s, dont cinq issu·e·s de différentes centrales et fédérations de l'ACV-CSC (ACV Provincie Antwerpen, ACV-CSC Alimentation et services, CSC Brabant Wallon, COC et COV), réunion ayant permis d'approfondir la collaboration avec la CSC Congo et de préparer les contre-visites prévues en juin 2025 (31/1) ; • Participation, en représentation de la CSC, au souper de solidarité internationale de la Fédération CSC Namur-Dinant, consacré à la Guinée et visant à soutenir l'action syndicale internationale (1/2) ; • Présentation au sein du groupe de travail international d'ACV-CSC Bruxelles sur l'accord gouvernemental et ses conséquences pour la coopération internationale ainsi que pour les programmes de solidarité internationale du mouvement ouvrier chrétien (8/4) ; • Co-organisation, avec ACV-CSC Metea, un échange sur le devoir de diligence en matière de droits humains (HRDD) réunissant 13 militants et 8 responsables de Metea avec des membres, militants et responsables du partenaire syndical au Cambodge (23/2 - 1/3) ; • Co-rédaction avec WSM d'un article pour De Gids op maatschappelijk gebied intitulé « Congolese mijnwerkers, gevangen in een grondstoffenoorlog », contribuant à la sensibilisation aux enjeux de l'extractivisme en RDC et aux violations des droits humains (publication 26/2) ; • Organisation d'une journée de formation et de lancement de campagne, réunissant une centaine de militants de la CSC, consacrée aux violations des droits humains et des droits des travailleurs commises par Israël en Palestine, ainsi qu'aux positions et actions syndicales face à ce conflit, avec un focus sur les modes d'action en tant que citoyen, consommateur et syndicaliste (20/5) ; • Participation, en tant que personne-ressource représentant l'ACV-CSC, à un débat organisé par MO sur « globalisering in het gedrang » (15/6) ; • Participation, en tant que intervenant invité, à une soirée de solidarité organisée par ACV-CSC Bruxelles sur la situation syndicale et les conditions des travailleurs aux Philippines (16/6) ; • Organisation et facilitation d'une semaine d'échange en Belgique avec une délégation de deux représentant·e·s du partenaire syndical congolais (le président et la vice-présidente), comprenant des visites d'entreprises avec des militant·e·s de l'ACV-CSC à Marcolini (chocolat, avec l'appui de CSC Alimentation et Services) et à Aurubis (métallurgie, avec l'appui d'ACV
--	---

	Province Antwerpen), ainsi qu'une rencontre avec les représentant-e-s des centrales et fédérations de l'ACV-CSC lors d'une réunion du GT RDC, et un entretien avec la présidente de l'ACV-CSC (16-20/6) ; • Rédaction d'une intervention pour le Conseil général de l'ACV-CSC du 17 juin, visant à sensibiliser en interne aux enjeux internationaux à travers une restitution de la Conférence internationale du Travail de l'OIT, des résultats obtenus et de la participation de l'ACV-CSC ; • Rédaction d'un article intitulé Une nouvelle convention pour mieux protéger les travailleurs contre les risques biologiques pour ACV Vakbeweging et CSC Syndicaliste, portant sur la Conférence internationale du Travail de l'OIT, les résultats obtenus et la participation de la CSC (publié le 18 juin ; • Co-animation d'une présentation à l'Assemblée générale de l'ACV-CSC Metea sur l'échange réalisé au Cambodge devant plus de cent militants (23/6) ; • Publication, dans Info CSC, d'un article consacré à la conférence au Parlement européen sur Amazon, mettant en lumière les critiques syndicales et politiques liées aux conditions de travail dans ses entrepôts et au refus de l'entreprise de se soumettre au contrôle démocratique (juin) ; • Publication, dans la Revue Démocratie, d'une recension consacrée aux publications de Gabriel Zucman sur la justice fiscale internationale, la taxation des grandes fortunes et la lutte contre l'évasion fiscale (juillet) ; • Présentation focalisée sur le genre dans le cadre de la coopération syndicale internationale, réalisée lors d'une journée de formation interrégionale des femmes de la CSC sur le travail international (2/10) ; • Co-organisation, au sein du CRW, d'une soirée spéciale marquée par l'intervention du Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains, portant sur le bien-vivre et la décroissance en Wallonie (8/10) ; • Co-organisation, en front commun avec les syndicats belges, d'un atelier syndical lors du SDG Forum au Square (Bruxelles), consacré aux cadres des Nations Unies pour le développement — notamment le Sommet mondial pour le développement social de Doha 2025 et la Conférence de Séville 2025 sur le financement du développement — ainsi qu'aux suivis à assurer par l'action extérieure belge à ces conférences clés pour le développement (14/11) ; • Participation, en tant que intervenant invité, à une réunion des syndicats britanniques et irlandais de Unions 21 sur "Structure, social dialogue and challenges in Belgium" (18/11) ; • Rédaction d'un article « STOP EU-MERCOSUR » contre l'accord commercial, publié dans Vakbeweging et Syndicaliste (19/11) ; • Rédaction et publication d'un communiqué de presse sur le site de l'ACV-CSC : "EU kleedt zorgplicht-richtlijn voor werknemers voor bescherming mensenrechten en milieu uit" (17/12) ; • Rédaction d'un article intitulé "Après la politique de l'enfant unique, l'égalité de genre est plus urgente que jamais en Chine" pour De Gids op Maatschappelijk Gebied (publié en décembre 2025) ; • Rédaction et dissémination, en front commun avec la FGTB, d'un tract intitulé Solidarité avec la Palestine : il est temps de passer à l'action et d'un dossier d'actualité Qui tire les marrons du feu ? Les entreprises face au génocide à Gaza et à l'occupation illégale des territoires palestiniens par
--	--

	Israël (29/11) - destinés aux délégués pour les informer, les sensibiliser et les outiller dans le cadre du devoir de vigilance des entreprises ; • Préparation, pour Social Europe, des drafts d'éditoriaux portant sur la protection sociale européenne, le renforcement de la démocratie face à l'extrême droite, les priorités sociales de l'UE et l'avenir du Socle européen des droits sociaux, ensuite finalisés par la vice-présidence de l'ACV-CSC (publiés les 13/01, 31/03, 14/10 et 18/11) ; • Coordination de la participation de l'ACV-CSC dans les manifestations pour la solidarité et justice au Gaza (26/1, 11/5 et 5/11) ; • Organisation de trois ciné-débats autour du film Phoenix of Gaza, en présence du cinéaste Youssef Al Helou, afin de sensibiliser et former une centaine de militants de la CSC à la situation vécue par les Palestiniens à Gaza et aux perspectives d'action pour les militants (18/11 et 15/12) ; • Rédaction d'un article pour ACV Vakbeweging et CSC Syndicaliste intitulé "Solidarité avec la Palestine : que peut faire un délégué syndical dans son entreprise ?" (à publier en janvier 2026) ; • Mise en place et co-animation d'un groupe de travail au sein de la CSC dédié à la justice et à la solidarité avec la Palestine, se réunissant chaque mois et rassemblant une vingtaine de participants (militants et permanents, notamment d'ACV Puls, de la CNE et de la Fédération ACV-CSC Bruxelles) ; • Préparation et dispense des cours sur l'action collective internationale à l'Institut Supérieur de Culture Ouvrière (ISCO), à destination de huit délégués de la région de Charleroi (20/2, 27/3, 12/6) ; • Organisation et accompagnement d'une visite au Brésil avec le président et le secrétaire général de la CSC Alimentation et Services (24-28/8) avec des échanges portant sur les activités dans le secteur du nettoyage.
--	--

4. INFLUENCE DES POLITIQUES

4.1. Travail de préparation des politiques pour les négociateurs de l'ACV-CSC au sein de la CSI (définition de positions communes)	
Thèmes spécifiques en 2025	• Convention de l'OIT sur le devoir de vigilance (HRDD) • Revendications syndicales en RDC
Activités récurrentes	• Au nom de l'ACV-CSC, proposer des amendements et compléter les prises de position de la CSI ; • Préparer et appuyer les interventions de la présidente de l'ACV-CSC au sein des instances statutaires de la CSI.
Activités spécifiques en 2025	• Co-organiser, avec WSM et IFSI, un plaidoyer politique mené auprès de la CSI par le président et la vice-présidente du partenaire syndical congolais de l'ACV-CSC ainsi que par le président du partenaire syndical congolais d'IFSI, portant sur l'unité syndicale dans la région, les contributions à la paix, les menaces visant les syndicalistes et les revendications/cahiers de charges des syndicats de la région (20/6).

Réalisations spécifiques en 2025	• Rédaction d'une intervention de l'ACV-CSC pour le Conseil général de la CSI à Addis-Abeba (2-5 décembre), soulignant l'importance d'une législation nationale, européenne et internationale sur le devoir de vigilance des entreprises afin de garantir le respect des droits humains, des droits des travailleurs et des normes environnementales tout au long des chaînes d'approvisionnement — notamment via une convention de l'OIT en 2029.
4.2. Travail de préparation des politiques pour les négociateurs de l'ACV-CSC au sein de l'OIT, du CAD de l'OCDE et de l'ONU	
Thèmes spécifiques en 2025	• Le travail décent et la protection sociale au cœur du développement • Les risques biologiques • L'économie de plateforme • La formalisation de l'économie informelle • L'égalité de genre • La transition juste
Activités récurrentes	• Assurer la participation de l'ACV-CSC ou de l'ACV-CSCi aux réunions statutaires de l'OIT (la Conférence annuelle et le Conseil d'administration) ainsi que du CAD de l'OCDE – et le cas échéant, préparer les interventions de l'ACV-CSC au sein de ses réunions ; • Assurer la participation de l'ACV-CSC ou de l'ACV-CSCi aux autres activités de l'OIT (séminaires, webinaires, réunions) ; • Au nom de l'ACV-CSC, transmettre des communications aux représentants belges au sein de l'ONU (concernant, par exemple, le suivi des ODD) ; • Fournir des contributions (amendements et compléments) aux positions des négociateurs de l'ACV-CSC concernant la dimension internationale de l'Agenda du Travail Décent ; • Assurer les échanges avec les alliés syndicaux de l'ACV-CSC en dehors des réunions et activités statutaires ; • Faciliter des réunions des OP avec la présidente de l'ACV-CSC (comme porte-parole des travailleurs) lors de la CIT.
Réalisations spécifiques en 2025	Au nom de l'ACV-CSC • Présentation sur les positions et actions de la Belgique visant à promouvoir le travail décent dans son action extérieure au sein de la délégation syndicale à la réunion du CAD-OCDE à Paris (28/2) ; • Coordination de la participation de l'ACV-CSC à la 113^e session de l'OIT, notamment au sein de la Commission de l'application des normes, de la commission normative en vue d'une convention sur les risques biologiques, de la commission normative en vue d'une convention sur le travail décent dans l'économie de plateforme, ainsi qu'à la discussion générale sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle (2-13/6) ; • Corédaction et transmission d'une lettre des trois syndicats belges à l'ambassadeur de Belgique à New York et à la Ministre des Affaires étrangères, présentant les contributions syndicales au zero draft de la déclaration pour le WSSD (Sommet mondial pour le développement social) — notamment sur la transition de l'économie informelle, le tripartisme, le dialogue social, l'égalité de genre et la transition juste ainsi que la promotion du travail décent en général (6/6) ;

	• Co-rédaction avec WSM des interventions de l'ACV- CSC pour le Sommet social de Doha (3-6 novembre), portant sur la transition de l'économie informelle vers une économie formelle fondée sur les droits, ainsi que sur le tripartisme et le dialogue social ; • Participation au Conseil d'administration du BIT en tant qu'observateur au sein du Groupe des travailleurs, afin de mieux préparer le rôle et la mission de la CSC comme porte-parole des travailleurs dans la Commission des normes en 2026 (24-27/11).
4.3. Soutien aux actions, campagnes et manifestations de l'ACV-CSC (et de ses alliés)	
Thèmes spécifiques en 2025	• Les mesures antisociales en Belgique • Les coupes budgétaires affectant la coopération internationale • La directive européenne sur le devoir de vigilance (CSDDD) • Le conflit israélo-palestinien • L'extrême droite
Activités récurrentes	• Participer et apporter un appui logistique à des manifestations (co)organisées par l'ACV-CSC en Belgique ; • Représenter l'ACV-CSC lors de manifestations à l'étranger, ainsi qu'à des événements et rencontres en marge de celles-ci.
Activités spécifiques en 2025	• Mobiliser au sein de l'ACV-CSC pour les actions des 24 juin et 24 novembre contre l'accord UE-MERCOSUR, organisées par la plateforme « Commerce juste et durable » du CNCD.
Réalisations spécifiques en 2025	Représentation de l'ACV-CSC • aux événements organisés par des organisations argentines mobilisées contre l'extrême droite dans le pays sud-américain (12/2) ; • aux manifestations et actions organisées par les 3 syndicats belges contre les mesures antisociales du gouvernement ainsi que les coupes budgétaires majeures dans le budget pour la coopération au développement (13/2, 31/3, 29/4, 22/5, 25/6, 14/10, 24-26/11, 13/12) ; • aux actions organisées sur la place Schuman à Bruxelles contre le paquet OMNIBUS de la Commission européenne, visant à réduire et simplifier les obligations européennes en matière de reporting de durabilité (CSRD) et de devoir de vigilance dans le cadre de la CSDDD, la directive européenne sur le devoir de vigilance raisonnable en matière de durabilité des entreprises (13/2) ; • à la commémoration annuelle de la catastrophe du Rana Plaza, organisée par WSM à Bruxelles, afin de demander aux marques européennes de respecter des obligations strictes de devoir de vigilance dans le cadre de la CSDDD en matière de droits humains et de salaires décents (24/4) ; • aux manifestations Ceasefire Now pour Gaza à Bruxelles (26/1 et 11/5) ; • aux manifestations et concentrations de la coalition du 8 mai, à Breendonk et à Bruxelles, mettant en avant la lutte contre l'extrême droite et la défense de la démocratie (8/5) ; • à la manifestation et le séminaire de Force Ouvrière à Lille sur les conditions de travail dans la logistique et le sport (4-5/7) ; • à la marche européenne contre la dérégulation des règles budgétaires issues du Traité de Maastricht à Bruxelles (19-21/9) ;

	à la marche « Back to the Future », organisée par la CES et ses organisations partenaires contre le paquet OMNIBUS de la Commission européenne (23/9).
4.4. Travail politique de négociation directe avec les membres du Parlement européen, de la Commission européenne et de la Représentation belge au sein du Conseil de l'Union européenne, en collaboration avec la CES – au nom de l'ACV-CSC.	
Thèmes spécifiques en 2025	- La qualité d'emploi - La dérégulation à travers les omnibus - La sous-traitance - Les accords commerciaux - La transition digitale - La suspension du mémorandum d'entente UE-Rwanda sur les matières premières - Le devoir de vigilance (HRDD) - L'adhésion de l'Ukraine à l'UE
Activités récurrentes	- Organiser des consultations régulières sur la définition des positions de l'ACV-CSC concernant les thèmes européens, dans le cadre du Petit Groupe Europe (chaque 2^e lundi du mois) et du Groupe de travail Europe du Conseil national (4 fois par an), réunissant entre 15 et 30 participants issus des centrales professionnelles et des fédérations régionales ; - Préparer les dossiers thématiques avec 5 à 10 experts avant les comités exécutifs trimestriels de la CES, en coordination avec les autres syndicats belges ; - Communiquer systématiquement les positions prises lors des réunions des instances de la CES, via de larges listes de diffusion internes et à destination d'acteurs externes (politiques, journalistes), et diffuser ces décisions sur les réseaux sociaux ; - Organiser des lettres/emails, des contacts directs et des briefings à destination des députés européens (MEP), notamment les députés belges, ainsi que des échanges avec la Représentation permanente, selon les besoins des dossiers, en front commun syndical belge et sur demande de la CES ; - Intervenir au nom de l'ACV-CSC au sein des organes du Parlement européen ; - Faciliter la participation des partenaires d'Europe de l'Est de l'ACV-CSC aux activités de plaidoyer auprès du Parlement européen et de la Commission européenne ; - Organiser des contacts ad hoc et des briefings avec les députés européens.
Réalisations spécifiques en 2025	- Co-organisation avec UNI-Global, UNI-Europa, SOMO et des chercheurs, notamment de la KULeuven d'une conférence sur les conditions de travail chez Amazon avec des MEP belges au Parlement européen (14/5) ; - Co-organisation avec WSM et IFSI d'un plaidoyer politique mené par le président et la vice-présidente du partenaire syndical congolais de l'ACV-CSC ainsi que le président du partenaire syndical congolais de IFSI auprès d'une députée européenne (MEP), en faveur du travail décent en RDC dans le contexte du conflit armé à l'est du pays, ainsi que sur la

	résolution du Parlement européen appelant à la suspension du mémorandum d'entente UE-Rwanda et à la mise en œuvre du devoir de vigilance (HRDD) (20/6) ; • Co-organisation et co-facilitation, avec la CES, la CSI, la CFDT (France) et l'OPZZ (Pologne), d'une rencontre des syndicats ukrainiens avec la Commission européenne, afin de leur permettre de mener leur plaidoyer sur le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'UE, en mettant en avant la prise en compte des droits sociaux et du dialogue social, conformément au modèle social européen et à l'acquis social de l'UE (18/11).
4.5. Travail de préparation des politiques sur des thèmes importants pour l'ACV-CSC et les pays partenaires – à destination des négociateurs des coupes CNCD et 11.11.11, au sein de la Plateforme Travail Décent, de la Plateforme pour un Commerce juste et durable, du Groupe de travail sur la responsabilité des entreprises, du Conseil consultatif pour la cohérence des politiques, de Be-Gender (= GT du CNCD et 11.11.11) et du CWBCI	
Thèmes spécifiques en 2025	• Le financement du développement • Les coupes budgétaires de la Coopération au développement belge • La lutte contre la militarisation • Le Travail décent en RDC • Les politiques commerciales internationales
Activités récurrentes	• Participer aux réunions de : - o la commission politique du CNCD ; - o la réunion des membres de 11.11.11 ; - o le comité de pilotage du PCTD ; - o le groupe de travail Politique du PCTD ; - o la plateforme Commerce juste et durable ; - o la plateforme Afrique centrale du CNCD ; - o le Conseil Fédéral du Développement Durable (CFDD) ; - o le Conseil consultatif pour la cohérence des politiques ; - o le groupe de travail Sahel du CNCD ; - o Be-gender ; - o CWBCI ; • Contribuer, par des amendements et des compléments, à tous les documents de politique liés au travail décent au sein de ces plateformes ; • Rédiger des documents de politique liés au Travail Décent au sein de ces plateformes ; • Présider le Conseil d'administration l'Assemblée générale et le Conseil de réseau des bénévoles du CNCD (2022-2028) ; • Intervenir au nom de l'ACV-CSC (seul ou avec des alliés) lors des auditions dans les parlements fédéraux et régionaux belges ; • Participer aux réunions statutaires et aux consultations politiques des fédérations (NGOFederatie et ACODEV), de la TUDCN et du PCTD avec un agenda politique ; • Participer aux réunions de la cellule politique de WSM.

Activités spécifiques en 2025	• Participer aux réunions spécifiques de 11.11.11 en lien avec la campagne « Stop militarisation » (15/5) ; • Au nom de la CSC, participer à la Fête de la Solidarité Internationale du CNCD.11.11.11 à Tournai, avec une présence active auprès des alliés et du public (7/6) ; • Intervenir lors des Assises de la coopération du CNCD, consacrées aux orientations stratégiques de la coopération internationale et au rôle du mouvement associatif dans la solidarité mondiale (11-12/9) ; • En soutien au service d'étude de l'ACV-CSC, participation à la table ronde organisée par la FRDO sur la politique commerciale internationale, avec notamment le ministre des Affaires étrangères, M. Prévot, et les membres de son cabinet (18/11) ; • Accompagner la rédaction et l'envoi d'une lettre, signée par la présidente de l'ACV-CSCi et adressée au Ministre Prévot, dans le cadre d'une action de plaidoyer coordonnée par Acodev et NgoFed pour limiter les coupes dans le budget de la coopération non gouvernementale, ayant pour objet "Votre soutien à la coopération belge au développement et au financement des organisations de la société civile" (30/6).
Réalisations spécifiques en 2025	• Rédaction d'un avis du Conseil consultatif sur la cohérence des politiques pour le développement (CPD), intitulé "Les enjeux de la CPD dans le cadre du Sommet mondial pour le développement social" (publiée en avril) ; • Participation à une réunion de la plateforme Commerce juste et durable du CNCD/11.11.11 avec des collaborateur-trice-s du cabinet Prévot, portant sur le commerce international — l'accord UE-MERCOSUR, l'accord UE-Inde, les travaux de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'accord du gouvernement fédéral (13/5) ; • Contributions aux travaux du Conseil général du TUDCN portant sur la position syndicale en vue du Sommet sur le financement du développement à Séville et du Sommet social à Doha (Bruxelles, 27-28/5) ; • Citation de l'ACV-CSCi dans La Libre Belgique, dans l'article "Avec ses coupes budgétaires, la Belgique renonce à un facteur majeur de sa sécurité", concernant l'impact des coupes de l'Arizona sur ses partenaires et le rôle stabilisateur de la société civile (9/9) ; • À l'occasion de la Journée internationale du travail, co-organisation avec le groupe plaidoyer du PCTD d'un séminaire de la plateforme Travail décent intitulé « Les défis et opportunités des partenariats avec le secteur privé pour le développement durable » (7/10) .
4.6. Travail de préparation politique en lien avec les programmes des ACNG dans le cadre de la Coopération internationale belge, au bénéfice des OP, à destination des négociateurs des fédérations (NGOfederatie, ACODEV), de la TUDCN et du PCTD	
Thèmes spécifiques en 2025	• Défense budgétaire du secteur • Préservation de l'autonomie du secteur • Structuration du volet supranational 2027-2031

Activités récurrentes	• Participer aux assemblées générales, groupes de travail et plateformes des fédérations : - o Group Consultatif Finances ; - o Plateforme PMEAL ; - o GT partenariats, décolonisation et décloisonnement ; - o GT Genre ; • Participer aux groupes de travail/AG de TUDCN ; • Collaborer avec des alliés belges et internationaux (y compris les réunions des TUSO).
Activités spécifiques en 2025	• Intervenir au sein du CA d'Acodex et du CA commun d'Acodex et de la Ngo Federatie afin d'expliquer et de défendre le bien-fondé de l'approche géographique nationale (masse critique de pays) et supranationale (régionale, continentale et internationale) propre aux acteurs belges du Travail décent, pour qu'elle soit pleinement comprise et soutenue par les deux fédérations.
Réalisations spécifiques en 2025	• Contribution à l'élaboration du positionnement et du plaidoyer du secteur de la coopération non gouvernementale, adoptés par les fédérations Acodex et NgoFederatie, face aux coupes budgétaires annoncées lors de la formation du gouvernement Arizona (-60 %) puis lors de la prise de fonction du Ministre Prévot (-25 %), avec défense d'une approche solidaire entre ACNG et proposition d'un cadre budgétaire commun pour le secteur situé entre -10 % et -35 % des budgets des programmes 2022-2026 (proposition non acceptée début 2027 par le cabinet Prévot et la DGD) ; • Contribution à l'élaboration du positionnement et du plaidoyer du secteur de la coopération non gouvernementale sur la concentration géographique et thématique des programmes 2027-31 souhaitée par le Ministre Prévot et la DGD, avec défense réussie de l'autonomie du secteur et du cadre réglementaire existant, permettant de maintenir le Travail décent parmi les priorités officielles et d'assurer, pour les programmes 2027-31, la possibilité d'inscrire 25 % des budgets en dehors de la liste des 28 pays disposant d'un cadre stratégique commun ; • Contribution à l'élaboration du positionnement des acteurs belges de la Plateforme de Coordination Travail décent (PCTD) sur la structuration du volet supranational des programmes 2027-31 (action régionale, continentale et internationale), ainsi qu'au processus de négociation avec la DGD sur les modalités de financement de ce volet, ayant mené à la validation de trois modalités de financement qui permettront à l'ACV-CSCI de continuer à soutenir — via les programmes DGD — les organisations régionales de la CSI et le travail préparatoire annuel de la CIT.
4.7. Négocier directement le cadre de financement des projets et des programmes au profit des OP, c'est-à-dire avec CNCD / 11.11.11, FOD WASO, WBI, Enabel, des fondations et (si nécessaire également directement avec) la DGD	
Thèmes spécifiques en 2025	• Les conditions de travail dans les zones franches d'exportation aux Philippines • La transition juste en Indonésie • Le travail décent en RDC

	• Les droits des travailleurs ukrainiens • La coopération structurelle entre le PCTD et Enabel
Activités récurrentes	• Garantir un financement annuel des projets et programmes par les bailleurs suivants : - o DGD - o CNCD - o UE – DG Emploi - o FOD WASO - o WBI - o Enabel - o ELA • Participer aux activités ou initiatives de la CSI ou d'autres tiers impliqués à l'échelle continentale ; • Organiser la participation des partenaires continentaux de l'ACV-CSC aux actions de plaidoyer menées en Belgique.
Réalisations spécifiques en 2025	• Justification, auprès d'ELA, du financement de cinq projets au terme du plan d'action 2024, et dépôt réussi d'une demande de financement auprès d'ELA pour cinq projets de sensibilisation et de renforcement des capacités prévus en 2025, portant sur les droits des : - o travailleurs domestiques et des travailleurs migrants en Mauritanie ; - o responsables genre au Bénin ; - o prestataires de services juridiques au Cambodge ; - o femmes fabricantes de savon en Haïti ; - o travailleurs des zones franches d'exportation aux Philippines ; • Introduction réussie d'une demande de financement auprès du Fonds minier de l'ACV-CSC pour un projet du partenaire syndical en Indonésie portant sur la transition juste dans les secteurs indonésiens de l'énergie et des mines ; • Co-organisation avec WSM et IFSI d'un plaidoyer politique mené par le président et la vice-présidente du partenaire syndical congolais de l'ACV-CSCi ainsi que le président du partenaire syndical congolais de IFSI auprès d'une députée fédérale membre de la Commission des Affaires étrangères (16/6), ainsi qu'auprès trois collaborateur·trice·s du SPF Affaires étrangères, portant sur l'agenda du Travail décent en RDC, le conflit armé à l'est du pays, les attentes vis-à-vis de l'État congolais et l'impact sur le programme DGD (19/6) ; • Représentation de l'ACV-CSC au comité d'accompagnement du SPF Emploi, aux côtés des partenaires sociaux, pour l'approbation des projets du plan d'action 2025, dont le projet intitulé "L'accès à l'Union européenne de l'Ukraine comme levier pour la défense des droits des travailleurs ukrainiens : focus sur les droits syndicaux, le rôle du syndicat dans la promotion de la démocratie sur les lieux de travail et dans la société" (18/6) ; • Co-rédaction d'un MoU de coopération entre les 9 membres de la PCTD et ENABEL pour la mise en œuvre de l'Agenda du Travail décent pour la période 2027-2031.

5. TRAVAIL DE PARTENARIAT

5.1. Coopération syndicale internationale	
Thèmes spécifiques en 2025	(Divers)
Activités récurrentes	• Développer le réseautage et renforcer la collaboration avec les partenaires syndicaux stratégiques de l'ACV-CSC ; • Assurer le suivi du projet « École sociale de Lubumbashi » et coordonner les réunions du groupe de travail belge composé des centrales professionnelles et des fédérations régionales de l'ACV-CSC impliquées dans ce projet.
5.2. Travail de projet concernant l'accès aux droits syndicaux et du travail en faveur des syndicats nationaux et régionaux affiliés à la CES et à la CSI, qui opèrent dans des contextes vulnérables d'Europe de l'Est et centrale, de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient	
Thèmes spécifiques en 2025	• La lutte contre l'extrême droite • Les droits et acquis sociaux de l'UE • Le dialogue social et les droits sociaux en Ukraine
Activités récurrentes	• Faciliter les échanges avec les syndicats d'Europe de l'Est, d'Europe centrale, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ; • Organiser des séminaires pour les syndicats d'Europe de l'Est et centrale en étroite collaboration avec l'ETUI ou en partenariat avec d'autres syndicats européens ; • Assurer le reporting financier et narratif aux donateurs (UE_DG Emploi et FOD WASO en temps voulu et conforme à leur exigences formelles).
Réalisations spécifiques en 2025	• Co-organisation avec l'ETUI de séminaires sur les enjeux de lutte contre l'extrême droite à Anvers (25-27/6) et Bruxelles (9/7) ; • Co-organisation avec la CES, la CFDT (France), l'OPZZ (Pologne) et la CSI d'un atelier avec les syndicats ukrainiens avec un premier volet consacré à un échange d'expériences sur la démocratie, l'extrême droite, la corruption et le rôle des syndicats, ainsi que sur l'état des lieux du dialogue social et des droits sociaux en Ukraine, en vue d'un plaidoyer conjoint auprès des instances de l'UE pour un processus d'adhésion aligné sur le dialogue social et l'acquis social de l'UE (Varsovie, 9-11/12).
5.3. Travail programmatique en appui aux syndicats nationaux et aux organisations régionales affiliés à la CSI en Afrique, Asie et Amérique latine	
Thèmes spécifiques en 2025	• Le travail décent • La protection sociale • L'accès à la pension • Les droits de femmes • La Convention 190 • Le secteur minier en RDC • Les thématiques et résultats de la conférence annuelle de l'OIT • La réduction de l'espace civique

	• Le devoir de vigilance (HRDD) • la transition juste; • L'employabilité des jeunes et des femmes • La formalisation de l'économie informelle • L'accréditation 2027-2036 • La Théorie de Changement, le CSC et les programmes 2021-2031 • La décolonisation du "MEAL" (monitoring, evaluation, accountability, learning) • Le triple nexus et volet humanitaire
Activités récurrentes	• Participer aux réunions stratégiques entre WSM et ACV-CSCi concernant les grandes orientations de la coopération entre les 2 asbl et leur positionnement commun vis-à-vis du secteur de la coopération non gouvernementale ; • Participer aux réunions des cellules continentales de - o l'ACV-CSCi ; - o le programme commun (avec WSM et BIS-MSI) ; - o la PCTD ; • Assurer la participation de l'ACV-CSCi aux activités d'apprentissage de la PCTD (par exemple, le GT Transition Juste et le GT Politique) ; • Assurer la participation de l'ACV-CSCi aux réunions du GT Mines de l'ACV-CSC, de l'ASBL SIM, de la fédération professionnelle BIE et de WSM ; • Assurer la participation de l'ACV-CSCi aux dialogues stratégiques annuels de la CSC Travail Décent et aux dialogues institutionnels annuels avec la DGD ; • Assurer la participation de l'ACV-CSCi ou des OP aux dialogues stratégiques annuels des CSC dans les pays partenaires de l'ACV-CSCi ; • Participer aux réunions du comité de pilotage de la PCTD ; • Participer aux réunions du sous-groupe syndical de la PCTD ; • Assurer la participation de l'ACV-CSCi aux réunions de préparation des politiques et aux réunions statutaires de WSM : - o la commission internationalisation ; - o la commission Belgique ; - o l'organe de direction ; - o l'assemblée générale ; • Participer aux réunions de la cellule technique PMEAL du programme conjoint ; • Participer aux réunions du GT M&E de la PCTD ; • Planifier les programmes pluriannuels de façon participative avec les OP ; • Assurer la qualité des processus PMEAL du programme DGD — incluant le développement, la documentation et le suivi de la planification stratégique, de la gestion axée sur les résultats et de la gestion des risques — tout en facilitant l'identification des lacunes ainsi que le développement et la mise en œuvre d'actions d'amélioration ; • Assurer la mise à jour annuelle d'un vademécum destiné aux OP, intitulé « Réglementations du programme et procédures de gestion », à l'attention des partenaires impliqués dans la mise en œuvre des programmes cofinancés par la DGD ;

	• Suivre de près la mise en œuvre du programme DGD et la gestion des processus PMEAL par les OP ; • Participer aux réunions internes de la cellule de soutien aux programmes (Programme Support Cell - PSC) de l'ACV-CSCi ; • Organiser / participer aux réunions mensuelles/internes de la Cellule Programme (PC) ; • Effectuer des visites aux OP – idéalement 2 fois par an, mais au minimum 1 fois par an pour les sessions annuelles d'évaluation et de planification ; • Maintenir un contact régulier et visiter les ambassades belges lors de chaque visite dans les pays partenaires ; • Assurer l'organisation de sessions annuelles d'évaluation et de planification (méthodologiquement bien facilitées) chez les OP ; • (Co)organiser des échanges et des formations au niveau international et continental avec les OP ; • Organiser et participer aux exercices TUDEP avec les OP (2 fois par PPM) ; • Organiser et participer aux discussions annuelles sur l'intégrité avec les OP ; • Contrôler 3 fois par an les rapports intermédiaires et finaux des OP, ainsi que, le cas échéant, les rapports d'activités de parties prenantes ; • Contrôler annuellement les rapports finaux des OP ; • Accompagner les représentants des OP lors de visites à la confédération et à ses organisations affiliées en Belgique, y compris l'organisation d'échanges avec les dirigeants, le personnel et les militants de l'ACV-CSC et de ses organisations affiliées ; • Sur la base des contributions/rapports des OP, rendre compte financièrement et de façon narrative aux donateurs (DGD, CNCD, WBI et Enabel) en temps voulu et de manière formellement acceptable pour eux ; • Etablir et transmettre en temps utile un rapport financier à la DGD, comprenant : le rapport de justification financière, le rapport des opérations effectives à la DGD, les listes de dépenses des OP et des collaborations régionales, les frais de gestion et les coûts de structure, les tableaux de suivi des modifications budgétaires, le rapport du commissaire aux comptes, et les comptes annuels signés selon le modèle belge ; • Préparer et accompagner les contrôles financiers réalisés par les contrôleurs de la DGD.
Activités spécifiques en 2025	• Participer à un atelier de suivi et d'évaluation organisé par WSM dans le cadre du programme Enabel « Travail décent et protection sociale en RDC » en cours (en ligne, 12-15/5) ; • Participer, avec l'ensemble des partenaires impliqués, à un atelier de suivi organisé à Kinshasa par WSM dans le cadre du même programme Enabel (6-10/10) ; • Participer à l'activité régionale organisée par BIS et la CSI Afrique sur l'accès à la pension (16/10) ; • Participer à une activité organisée dans le cadre de la coopération de l'ACV-CSCi et ELA avec un partenaire syndical stratégique au Bénin sur les droits des femmes et la C190, à Cotonou (Bénin, 17/10) ; • Participer au groupe de travail ad hoc de la PCTD sur les modalités de budgétisation des activités régionales dans la planification et la budgétisation du programme 2027-2031 ;

	• Soutenir les préparations de l'organisation de l'événement « Decent Work in the Mining Sector in DRC », prévu en 2026 à Lubumbashi et porté par l'institut de politique de développement (IOB) d' l'Université d'Anvers dans le cadre du projet SPRiNG, ainsi que garantir l'implication des syndicats congolais.
Réalisations spécifiques en 2025	• Préparation et co-animation avec l'ACV-CSC d'un escape game sur Extrême droite pour une centaine de délégués du congrès de la CSA à Punta Cana (14/5) ; • Co-organisation avec WSM d'un webinaire de restitution des travaux de la Conférence internationale du Travail à destination des partenaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie, portant notamment sur les commissions normatives relatives à l'économie de plateforme, aux risques biologiques sur les lieux de travail, à la résolution sur la formalisation de l'économie informelle ainsi qu'aux travaux de surveillance des normes internationales au sein de la Commission des normes (13/06) ; • Finalisation de l'évaluation à mi-parcours du programme DGD 2022-2026, menée conjointement avec WSM, la MC-CM et BIS-MSI via la consultance de FocusUp, sur la thématique de la réduction de l'espace civique dans les pays d'intervention, avec dépôt auprès de la DGD du rapport final ainsi que du "management response" adopté par le CA (fin juin) ; • Élaboration d'un nouveau canevas de présentation des "fiches pays" (country pages) remises chaque année en juin à la DGD, en collaboration avec le Service presse et l'agence de graphisme Olagil ; • Soumission en temps voulu, en juin 2025, du rapport narratif moral annuel à la DGD concernant la mise en œuvre du programme en 2024, notamment en ce qui concerne les "leçons tirées" et les "scores de performance" ; • Contribution à l'élaboration d'une nouvelle « Théorie du changement » (ToC) pour le programme commun 2027-31 de WSM/MC-CM/BIS-MSI/ACV-CSCi - notamment avec une nouvelle approche sur le développement mutuel de capacités des organisations partenaires basé sur le « Trade Unions Organisational Capacity tool » (TUOC) du TUDCN/RSCD (CSI) Cellule technique PMEAL du programme commun WSM/MC-CM/ACV-CSCi/BIS-MSI ; • Co-rédaction d'une note préliminaire descriptive du CSC thématique "Travail décent" de la PCTD, introduite auprès du Ministre Prévot, ayant mené à l'approbation préliminaire du CSC TD — l'un des deux seuls CSC approuvés par le Ministre, confirmant ainsi la pertinence de la thématique ; • Co-organisation avec WSM, CM-MC et BIS d'un atelier intercontinental en ligne avec les partenaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine ainsi que de Belgique, en préparation du programme DGD 2027-2031, avec un focus sur la protection sociale liée à la transition juste, et le rétrécissement de l'espace civique (1-3/7) ; • Co-organisation, avec WSM, d'un atelier à Bali sur le devoir de vigilance en matière de droits humains (HRDD), avec la participation des partenaires syndicaux de l'ACV-CSCi et de WSM en Asie (Indonésie (6/10) ; • Co-organisation, avec WSM, MC-CM et les partenaires conjoints d'ateliers de planification continentale pour le programme 2027-2031 à Lima (1-5/9), Kinshasa (29/09-3/10), Cotonou (13-17/10), et Bali (7-11/10) ;

	• Co-organisation avec WSM et BIS d'un atelier d'échange à Cotonou sur la protection sociale, la transition juste, l'employabilité des jeunes et des femmes, le rétrécissement de l'espace civique avec les partenaires du programme commun (Bénin 13-15/10) ; • Co-rédaction et co-signature d'un courrier, avec les partenaires syndicaux togolais et sénégalais ainsi que les collègues de l'ACV- CSC, de WSM et des GUFs, adressé aux entreprises et autorités compétentes face à des licenciements collectifs abusifs dans le secteur minier ; • Approbation du rapport de justification financière par la DGD – sans remarques ni rejet de dépenses ; • Elaboration d'un "guide de planification" suivi de formations internes pour les planifications nationales prévues en 2026 avec les organisations partenaires du programme 2027-2031 comportant une proposition méthodologique pour l'animation des atelier, un cadrage thématique et une structuration du volet supranational (4-5/11) ; • Organisation d'un séminaire à Niamey pour les partenaires du programme commun WSM-BIS-ACV-CSCi sur la formalisation de l'économie informelle (Niger, 24-26/11) ; • Co-rédaction du CSC thématique "Travail décent" 2027-31 de la PCTD dans sa version complète et finalisée (déposé auprès de la DGD 15/12) ; • Approbation par le CA d'une note de cadrage relative aux grandes orientations budgétaires, géographiques et stratégiques du programme 2027-31 (12/12) ; • Réception de la décision du Ministre Prévot d'accréditer l'ACV-CSCi comme Organisation de la Société civile au sens de la loi relative à la Coopération belge au développement à partir du 1er janvier 2027 pour une période de dix ans, décision faisant suite à la demande d'accréditation introduite en 2024 et évaluée positivement par la DGD et par Ernst & Young, confirmant que l'ACV-CSCi répond aux exigences générales et spécifiques (18/12) ; • Clôture de la mise en œuvre du programme DGD en 2025 ayant abouti à l'atteinte ou au dépassement de 88% des indicateurs de résultat prévus en matière de renforcement des capacités des OP et de 81% des indicateurs d'objectifs sociétaux fixés en matière d'amélioration des droits des travailleurs dans les pays partenaires, tandis que les dépenses globales (y compris coûts de structure et de gestion) cumulées de 2022 à 2025 représentent 97% des budgets prévus sur ces 4 années.
--	---

6. ATTENTION SPÉCIFIQUE ET TRANSVERSALE AU GENRE ET À L'ENVIRONNEMENT/CHANGEMENT CLIMATIQUE

6.1.Assurer une attention spécifique et transversale au genre	
Thèmes spécifiques en 2025	• La promotion du genre • La lutte contre le sexisme et les discriminations • L'égalité de genre
Activités récurrentes	• Mettre en place un point focal pour le genre ; • Participer aux réunions de la plateforme Be-gender, du GT Genre des fédérations (NGOfederatie ou ACODEV), du GT Genre de la

	PCTD, ainsi qu'à la cellule genre commune avec WSM, MOC, ACV Vrouwen et Femmes CSC ; • Assurer la participation de l'ACV-CSCi aux activités de sensibilisation à Bruxelles à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars ; • Assurer la participation de l'ACV-CSC ou de l'ACV-CSCi aux réunions du Comité international des femmes de la CSI et de ses régionales ; • Participer et coordonner la participation aux journées et formations sur l'égalité, les femmes et le genre de l'ACV-CSC – comme les 2 journées annuelles de formation des Femmes CSC ; • Participer ou assurer la participation de l'ACV-CSC ou de l'ACV-CSCi aux Conférences biennales des femmes de la CSI Afrique ; • Fournir des retours réguliers aux collègues ; • Développer (et mettre à jour) une checklist de sensibilité au genre à l'intention de tous les employés, bénévoles et prestataires externes avec lesquels l'ACV-CSCi conclut un contrat ; • Veiller à ce que les projets, programmes, propositions de politiques, supports de formation, matériels de campagne, publications, actions, événements, etc. de l'ACV-CSCi tiennent compte de la checklist de sensibilité au genre ; vérifier, sur demande, la sensibilité au genre et discuter des éléments problématiques avec les membres du personnel concernés ; • Assurer une évaluation annuelle de la checklist de sensibilité au genre et des résultats opérationnels en matière de genre lors des réunions du staff ; • Garantir l'intégration de la dimension de genre dans les évaluations externes.
Activités spécifiques en 2025	• Participer à une mission en Chine organisée par le ministère des Affaires étrangères, centrée notamment sur le monde du travail, avec des interventions et échanges auprès du syndicat chinois et d'organisations de la société civile sur l'agenda de l'OIT pour l'égalité de genre ainsi que sur les défis en Belgique et en Chine (7-10/9) ; • Participer à une mission au Vietnam organisée par le ministère des Affaires étrangères, centrée notamment sur le monde du travail, avec des interventions et échanges auprès du syndicat vietnamien et d'organisations de la société civile sur l'agenda de l'OIT pour l'égalité de genre ainsi que sur les défis en Belgique et au Vietnam (11-13/9).
Réalisations spécifiques en 2025	• Les initiatives et réalisations liées aux questions de genre dans les chapitres ci-dessus ; • Réalisation d'une base de données contenant différents types de ressources internes et externes (outils, guides, jeux, monographies, études, formations, personnes et associations

	ressources, etc.) sur le genre et plus largement la lutte contre le sexisme et les discriminations ; • Co-rédaction avec la cellule genre du mouvement d'un guide de soutien pour la promotion du genre dans les ateliers et événements du programme commun WSM-BIS-ACV-CSCi ; • Intervention dans un évènement organisé par la Belgique et l'UE Beijing +30: Perspectives of Gender Equality and Women's Rights from 30 years ago and looking ahead' (Beijing, 10/9) ; • Cartographie des besoins et des priorités thématiques en matière d'égalité de genre lors des ateliers continentaux en Afrique, Asie et Amérique Latine (voir dessus), avec l'ensemble des partenaires du programme commun de l'ACV-CSCi, de WSM et de BIS, en vue du programme DGD 2027-2031.
6.2.Assurer une attention spécifique et transversale à l'environnement/climat	
Thèmes spécifiques en 2025	• La promotion de l'environnement • La transition juste et la protection sociale
Activités récurrentes	• Mettre en place un point focal pour l'environnement et le climat ; • Participer aux réunions, formations et séminaires relatifs à l'environnement, au changement climatique et à la transition juste, organisés par la PCTD et les fédérations (NGOfederatie et ACODEV) ; • Développer (et mettre à jour) une checklist de sensibilité à l'environnement et au climat à l'intention de tous les employés, bénévoles et prestataires externes avec lesquels l'ACV-CSCi conclut un contrat ; • Veiller à ce que les projets, programmes, propositions de politiques, supports de formation, matériels de campagne, publications, actions, événements, etc. de l'ACV-CSCi tiennent compte de cette checklist ; vérifier, sur demande, la sensibilité environnementale et climatique, et discuter des éléments problématiques avec les membres du personnel concernés ; • Assurer une évaluation annuelle de la checklist de sensibilité à l'environnement et au climat, ainsi que des résultats opérationnels en la matière, lors des réunions du Staff ; • Garantir l'intégration des enjeux environnementaux et climatiques dans les évaluations externes ; • Formuler et discuter, de manière participative, des propositions pour renforcer la durabilité du fonctionnement de l'ACV-CSCi.
Activités spécifiques en 2025	• Participer à la Marche pour le Climat organisée par la Climate Coalition (5/10).
Réalisations spécifiques en 2025	• Les initiatives et réalisations liées aux questions de l'environnement et la transition juste dans les chapitres ci-dessus ;

	• Co-rédaction avec la cellule genre du mouvement d'un guide de soutien pour la promotion de l'environnement dans les ateliers et événements du programme commun WSM-BIS-ACV-CSCi ; • Co-organisation du troisième webinaire d'échange de connaissances et de bonnes pratiques sur la transition juste et la protection sociale du groupe de travail « Just Transition » du PCTD, à destination des partenaires des neuf organisations membres du PCTD (20/5) ; • Cartographie des besoins et des priorités thématiques en matière d'environnement lors des ateliers continentaux en Afrique, Asie et Amérique Latine, avec l'ensemble des partenaires du programme commun de l'ACV-CSCi, de WSM et de BIS, en vue du programme DGD 2027-2031 (6-10/10).
--	--

7. GESTION DES CONNAISSANCES

7.1. Documenter l'expertise et les connaissances	
Thèmes spécifiques en 2025	• Développement de stratégies syndicales 2027-2031 • La démocratie et le dialogue social
Activités récurrentes	• Mettre à jour tous les 2 ans les notes stratégiques continentales pour le BJ ; • Documenter tous les voyages à l'étranger dans des notes et rapports destinés au BJ de l'ACV-CSC ; • Partager chaque année des fiches pays avec, au minimum : les ambassades dans les pays partenaires, la DGD, les membres de la PCTD et les instances de l'ACV-CSCi ; • Collaborer à la préparation de modules de formation sur les questions internationales, élaborés par les services de formation (à venir) ; • Assurer une couverture publique et approfondie des séjours à l'étranger sur les réseaux sociaux et dans la presse du mouvement, notamment à travers des articles dans les revues Démocratie et De Gids, avec un accent sur les versions en français et en néerlandais.
Réalisations spécifiques en 2025	• Élaboration d'une note stratégique continentale en vue du programme Afrique, Asie et Amérique Latine 2027-2031 de l'ACV-CSCi, destinée au Bureau quotidien de l'ACV-CSC, discutée et approuvée le 16/5 ; • Production d'une série audiovisuelle consacrée aux bonnes pratiques de plaidoyer syndical européen, réalisée en collaboration avec l'ETUI.

7.2. Développer des connaissances sur des thèmes spécifiques d'importance internationale	
Thèmes spécifiques en 2025	• La protection sociale et la formalisation de l'économie informelle • La décolonisation • Le devoir de vigilance/HRDD • Le système de contrôle de l'OIT"
Activités récurrentes	• Développer des connaissances sur des thématiques spécifiques d'importance internationale, telles que le HRDD ; • Participer aux réunions de la cellule HRDD de l'ACV-CSCi, l'ACV-CSC et WSM ; • Assurer une veille sur l'actualité liée au devoir de vigilance, en partenariat avec la FWF, AchACT et la Campagne Vêtements Propres ; • Participer aux réunions du comité de pilotage de la Schone Kleren Campagne (SKC) ; • Participer à l'assemblée générale annuelle 2025 d'AchACT ; • Organiser des formations internes sur la décolonisation ; • Mettre à disposition d'outils online sur de thèmes internationaux.
Activités spécifiques en 2025	• Participer à une réunion d'évaluation visant à tirer les enseignements du projet « L'accompagnement syndical en matière de protection sociale et de formalisation de l'économie informelle », en collaboration avec le partenaire syndical en Côte d'Ivoire, la CFDT (France), le SIT (Suisse) et l'ACV-CSC ; • Appuyer la rédaction d'une brochure de WSM sur la formalisation de l'économie informelle, intitulée « 10 ans après l'adoption de la recommandation 204 de l'OIT : des syndicats et mouvements sociaux en action pour transformer le travail informel » (mai 2025) ; • Appuyer la rédaction du « Guide syndical sur les approches innovantes pour remédier à l'économie informelle et promouvoir la transition vers la formalité en faveur du travail décent » de la CSI-Afrique (novembre 2025) ; • Participer à la réunion annuelle ainsi qu'aux réunions de suivi en présentiel et en ligne de WSM et de l'ACV-CSCi avec les chercheur·e·s de la Chaire sur le devoir de vigilance en matière de droits humains (HRDD) du HIVA/KU Leuven ; • Rédiger, gérer et coordonner le budget du projet HRDD 2022-2026 de l'ACV-CSCi et de WSM, en collaboration avec les partenaires syndicaux asiatiques.
Réalisations spécifiques en 2025	• Organisation d'une journée de formation sur la « décolonisation » dispensée par ITECO pour l'équipe d'ACV-CSC International (21/01) ; • Organisation d'un exercice de sensibilisation interne des membres de l'équipe ACV-CSC International au thème de la

	décolonisation, à travers l'outil pédagogique du CNCD-11.11.11 « Décolonisation : Cartes sur table ! » (28/10) ; • Réalisation d'une base de données contenant différents types de ressources internes et externes (outils, guides, jeux, monographies, études, formations, personnes et associations ressources, etc.) sur la décolonisation et plus largement la lutte contre le racisme et les discriminations ; • Rédaction, publication et mise en ligne, en étroite collaboration avec la CSI, d'un outil pédagogique intitulé "Le système de contrôle de l'OIT", destiné à faciliter le soutien et la participation des syndicats aux mécanismes de contrôle du respect des droits au travail de l'OIT, disponible en français, anglais et espagnol ; • Co-organisation, avec WSM, et participation au Focus Group de la Fair Wear Foundation (13/5 et 23/10) ; • Exercice, au nom de l'ACV-CSC Metea, du droit de vote lors de l'élection du Strategy Board international de la Clean Clothes Campaign (5/11) ; • Coordination d'une réunion de suivi sur le projet de droits humains devoir de vigilance (HRDD) financé par l'ACV CSC avec le Service Entreprise (1/12).
7.3. Participer aux évaluations pour tirer des leçons	
Thèmes spécifiques en 2025	• L'environnement, le change climatique et la transition juste • La réduction de l'espace civique
Activités récurrentes	• Participer aux processus d'apprentissage issus des évaluations externes ; • Participer aux processus d'apprentissage de la PCTD ; • Participer aux processus d'apprentissage du Service d'Évaluation Spéciale de la DGD.
Activités spécifiques en 2025	• Participer collectivement au processus d'évaluation externe à miparcours du programme DGD 2022-2026 de l'ACV-CSCi sur la réduction de l'espace civique dans les pays d'intervention réalisé par FocusUp.
Réalisations spécifiques en 2025	• Élaboration d'un management response aux recommandations des consultants de FocusUp, avec formulation d'actions d'amélioration en équipe et en concertation avec les collègues de WSM, MC-CM et BIS-MSI ; • Participation à une trajectoire de réflexion et d'apprentissage au sein du GT Monitoring & Evaluation (M&E) de la PCTD, appuyée par FocusUp, sur la communication externe (DGD, Cabinet, Parlement, etc.) autour des impacts conjoints des programmes DGD Travail décent, menant à l'élaboration d'indicateurs clés communs et de success stories individuelles.

8. EFFECTIF DU PERSONNEL ET RESPONSABILITÉS EN 2025

Karin Debroey : Coordination du fonctionnement de l'ACV-CSCi en tant que service international de l'ACV-CSC ; représentation de l'ACV-CSC dans les instances Assemblée générale et conseil d'administration et commission internationalisation et commission politique de WSM ainsi que dans le dialogue stratégique avec WSM ; représentation de l'ACV-CSCi dans la PCTD ; représentation auprès de la CSI (Conseil Général et Bureau exécutif), PERC et TUDCN ; représentation dans le Conseil d'administration Fonds des Mines de l'ACV-CSC BIE ; soutien aux délégations de l'ACV-CSC pour la participation aux conférences de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), et soutien à Ann Vermorgen en tant que porte-parole des travailleurs au sein du CAS de l'OIT ; suivi des matières de gouvernance de l'OIT, avec entre autres représentation dans le Conseil d'Administration du BIT ; représentation de l'ACV-CSCi à l'assemblée générale de NGOfederatie ; représentation de l'ACV-CSC au commission politique de 11.11.11; représentation de l'ACV-CSC au Conseil Consultatif pour la cohérence des politiques en faveur des pays en développement ; représentation de l'ACV-CSC au Comité Exécutif de la CES ; soutien à la coordination des actions syndicales européennes de l'ACV-CSC et de ses organisations affiliées (Groupe de Travail Europe du Bureau National de l'ACV-CSC) ; soutien au travail politique vis-à-vis des institutions de l'UE (parlement et commissions) en particulier les projets et programmes avec les syndicats PECO. Coordination du GT Israël -Palestine au sein de l'ACV-CSC.

Joris Van de Voorde : Traitement financier des transactions de l'ACV-CSCi en collaboration avec le service financier de l'ACV-CSC ; coordination des rapports financiers à la DGD ; coordination des réunions de l'organe de gestion et de l'assemblée générale de l'ACV-CSCi ; coordination de la transparence (via le site web de l'ACV-CSCi, le répertoire des programmes de TUDCN, NGO Openbook, IATI, Belgian Trade Union Wise (BTUW)) ; point focal intégrité ; représentation au sein de la Plateforme Finances de la fédération des ONG et d'ACODEV ; représentation auprès du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale (Direction des relations internationales et des études socio-économiques, coopération bilatérale) ; concertation syndicale en matière de sécurité et de prévention au sein de l'unité technique de l'ACV-CSC.

Annick De Ruyver : Suivi continental de l'Amérique latine et des activités régionales de la CSA ; gestion des programmes en Haïti, en République Dominicaine et au Brésil ; participation à la cellule continentale Amérique latine du PCTD et suivi des partenaires syndicaux du programme WSM ou Guatemala et Pérou; représentation au CNCD (conseil d'administration, assemblée générale et conseil de réseau- présider), CWBCI, ACODEV (assemblée générale), WSM (Cellule continentale Amérique Latine ; suivi des activités internationales dans les fédérations régionales et centrales francophones de l'ACV-CSC, et représentation au CRW (Groupe de travail International), au CCF, et aux réunions des responsables et secrétariats francophones de la CSC

Thomas Miessen : Représentation de l'ACV-CSC au sein des instances de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) ; coordination des actions syndicales européennes au sein de l'ACV-CSC ; coordination du travail de lobbying via les « national officers » de la CES ; communication des actions syndicales européennes de l'ACV-CSC via les médias syndicaux et sociaux ; contacts avec les organisations syndicales européennes de l'OCE, et coopération multilatérale avec les syndicats européens (cf. Groupe Latin et le syndicat français CFDT).

Veerle Lens : Représentation au Groupe de Travail Décolonisation, partenariats équitables et décloisonnement de la fédération des ONG ; coordination de la gestion de la qualité pour l'ensemble du service (tâche principale en 2025) – y compris (mais non exclusivement) par rapport à la décolonisation ainsi qu'en vue des exigences et critères du screening de l'ASBL

commandé par la DGD et réalisé en 2025 par Ernst & Young (préparation, post-analyse et actions d'amélioration).

Laura Eliaerts : Responsable de tout le travail de coopération syndicale entre ACV-CSC et des syndicats en Afrique Centrale ; gestion des programmes DGD et projet Enabel travail décent en RDC et dans la région ; coordination du Groupe de Travail École Sociale de Lubumbashi et du Groupe de Travail RDC de l'ACV-CSC ; représentation au Groupe de Travail Plaidoyer du PCTD ; représentation à la cellule Belgique du programme commun ; suivi des dossiers commerciaux et représentation à la Plateforme pour un commerce juste et durable, Comité du Commerce de la CES, et au Groupe de travail international du Conseil fédéral pour le développement durable (CFDD).

Frederic Triest : Coordination des activités de programme cofinancées par la DGD ; représentation aux réunions du comité de pilotage et de la synergie syndicale de la PCTD, et au sein de ses GT 'PMEAL' et 'Protection Sociale' (lien avec le Dialogue belge USP 20230) ; représentation dans les consultations stratégiques avec WSM ; représentation aux réunions de coordination du programme DGD commun avec WSM/ANMC et BIS-MSI ; représentation auprès d'ACODEV (Conseil d'Administration, GT PMEAL, GT Partenariat, consultations ad hoc) ; communication et redevabilité auprès de la DGD ; gestion de la qualité des processus de programme (PMEAL ; Accréditation ; Certification M&E) ; consultations avec Enabel et concertation stratégique avec les membres de la PCTD et des fédérations sectorielles (ACODEV/NGOfederatie) concernant les financements Enabel ; membre de l'Assemblée Générale de la Commission Justice et Paix (mandat CSC).

Amélie Chevalier : Suivi continental de l'Afrique et des activités régionales de la CSI Afrique ; gestion des programmes au Niger, en Côte d'Ivoire ; gestion du volet MINES du programme DGD en Afrique (comité de pilotage, suivi Niger et RDC) ; participation à la cellule continentale Afrique du PCTD ; représentation auprès de WSM (Cellule continentale de l'Afrique de l'Ouest, COALILI) ; représentation dans la commission politique et participation dans le groupe de travail Sahel du CNCD ; représentation dans le CWBCI ; suivi des activités internationales dans les fédérations régionales de l'ACV-CSC (Liège, Namur, Bruxelles, Mons) ; Point focal genre : participation à la cellule Genre du mouvement (MOC, WSM, ACV vrouwen, CSC femmes, ACV-CSCi) ; représentation dans le comité des femmes de la CSI, participation au GT genre Acodev, participation à la cellule genre du PCTD, suivi et apport pour le programme et le service sur l'intégration du genre, suivi et gestion des connaissances liées à la thématique Genre ; membre du groupe de travail décolonisation du service.

Esther Quist-Terhson : Soutien au rapport financier du programme et, à partir de septembre, responsable financier du programme DGD ; soutien administratif et logistique pour le service (organisation d'événements, assurances, réunions, etc.) ; soutien administratif pour la coordination des déplacements professionnels des différentes sections de la confédération ; point focal pour les questions d'environnement et de climat ; représentante de l'ACV-CSCi au groupe de travail Transition Juste ; soutien à la coordination de la gestion de qualité hors programmes.

Jeroen Roskams : Suivi continental de l'Asie, des activités régionales de la CSI et des Fédérations Syndicales Mondiales (GUFs) asiatiques ; gestion des programmes au Cambodge, en Indonésie et aux Philippines ; co-coordination de la cellule continentale Asie du PCTD, participation à la cellule continentale de WSM, soutien renforcement de capacité des syndicats dans les programmes de l'ACV-CSCi et de WSM en Asie, coordination de la cellule devoir de vigilance de l'ACV-CSC, de l'ACV-CSCi et de WSM, coordination du travail sur le devoir de vigilance

de l'ACV-CSC en tant que confédération et de ses centrales et fédérations régionales (en collaboration avec WSM et le Service Entreprise de l'ACV-CSC) ; suivi des études sur le devoir de vigilance de l'HIVA-KUL, représentation chez SKC et chez Achact, suivi du Fair Wear Foundation.

9. FORMATIONS SUIVIES PAR LES EMPLOYÉS

Employés	Formations	Organisateurs et dates
Tou.te.s	introduction au thème de la décolonisation	ITECO (21/1)
	Tableaux pivots	Via FEC 24/2 et 27/02
	Jeu « Décolonisation : Cartes sur table ! »	En équipe, 28/10
Joris Van de Voorde	Balanslezen/Opleiding EFI deskundige	Dienst Onderneming van ACV-CSC, 15-17/1, 12-14/2, 12-14/3, 2/4
Annick De Ruyver	Résistances et solidarités syndicales face à la marchandisation du monde	Formation socio-politique des permanent.e.s., FEC-CSC 28-29/03/2025
Laura Eliaerts	LGBTI+ et SOGIESC (orientation sexuelle, identité et expression de genre, caractéristiques sexuelles) : terminologie, tendances mondiales et cadres juridiques	WSM, 2/6 (en ligne)
	La planification nationale du nouveau programme DGD 2027-2031	Interne, 4-5/11
Frédéric Triest	Fit for the Future : Co-creating our Common Future of Learning	ACODEV, 20.2
	Présentation accord de gouvernement et budget	ACODEV, 27/2
	Session d'échange sur l'approche régionale dans les programmes DGD	ACODEV, 23/10
Amélie Chevalier	Formation interrégionale : De la santé des femmes à la bataille pour nos droits !	Femmes CSC, 12/06
	Journées d'étude et d'échanges : Pont et chemin	CSC, 18/02 et 9/10
	Résistances et solidarités syndicales face à la marchandisation du monde	FEC-CSC (formation socio-politique des permanent.e.s), 28-29/03
	l'Assemblée de militant.e.s CSC en soutien au Peuple palestinien	BIE/Fédération de BXL (CSC), 20/05
	Caneva avancé	FEC, 22/09
	Genre et indicateurs : du diagnostic à l'impact concret	Le monde selon les femmes – 5/11 et 14/11
Esther Quist-Therson	Formation NL	CLL- 1 session de 3h/semaine, de 5/02 à 18/06
Jeroen Roskams	HRDD training on CSRD and CSDDD	ACV-CSC Metea
	Jeu « Décolonisation : Cartes sur table ! »	WSM (14/4)

10. INTÉGRITÉ

En 2025, la politique d'intégrité a été poursuivie avec rigueur. Le thème de l'intégrité a été abordé de manière large et structurée, soutenu par un plan d'action dédié. La **décolonisation** s'inscrit dans cette même dynamique, en cohérence avec les principes d'intégrité de l'ACV-CSCi.

La documentation élaborée en 2024 – y compris le code éthique révisé – a été diffusée et **discutée** avec les partenaires syndicaux et les parties prenantes du programme DGD.

Une attention particulière a été portée au respect des exigences et des règles en matière d'intégrité dans le cadre du processus de **screening**. La politique d'intégrité a fait l'objet d'un examen par la DGD et un consultant d'Ernst & Young. À l'issue de ce screening, l'ACV-CSCi a reçu un retour favorable, assorti de quelques suggestions dans une logique d'amélioration continue.

En 2025, le **questionnaire** de la NGOfederatie et d'ACODEV a de nouveau été complété. Il constitue une contribution au rapport annuel destiné à la DGD concernant la politique d'intégrité et le signalement d'éventuelles violations.

Comme en 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024, **aucune violation** des principes d'intégrité n'a été constatée en 2025 au sein de l'ACV-CSCi ni parmi ses organisations partenaires. **Aucune plainte** n'a été reçue via le point de contact de l'ACV-CSCi, que ce soit de la part des collaborateurs ou des partenaires.

Liste alphabétique des abréviations

Abréviation	Signification
11.11.11	Coalition flamande des ONG belges
ACODEV	Fédération francophone et germanophone des ONG belges dans la coopération internationale
ACV-CSC	Algemeen Christelijk Vakverbond – Confédération des Syndicats Chrétiens
ACV-CSCi	ACV-CSC International
AG	Assemblée Générale
ASBL	Association Sans But Lucratif
BIE	Centrale professionnelle de l'ACV-CSC (Bouw, Industrie & Energie)
BJ	Bureau journalier de l'ACV-CSC
CA	Conseil d'Administration
CAD	Comité d'Aide au Développement, qui fait partie de l'OCDE
CAS	Commission de l'Application des Normes (de l'OIT)
CES	Confédération Européenne des Syndicats
CESE	Comité Économique et Social Européen
CFDD	Conseil Fédéral pour le Développement Durable
CfdT	Confédération Française Démocratique du Travail
CGIL	Confederazione Generale Italiana del Lavoro
CGTP	Confederação Geral dos Trabalhadores Portugueses
CISL	Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori
CM-MC	Christelijke Mutualiteit – Mutualité Chrétienne
CMU	Couverture Maladie Universelle
CNCD	Centre National de Coopération au Développement – coupole des ONG belges
CRM	Customer Relationship Management – Gestion de la relation client
CSI	Confédération Syndicale Internationale
CWBCI	Conseil Wallon de la Coopération Internationale
DGD	Direction Générale de la Coopération au Développement (Belgique)
DISK	Confédération des syndicats progressistes de Turquie
EAFC	Établissement d'Enseignement pour Adultes et de Formation Continue
ELA	Euskal Sindikatua (Solidarité d'ouvriers basques)
EU-DG Emploi	Direction Générale de l'Emploi de l'Union Européenne
FOD WASO	Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale
FSI	Fédérations Syndicales Internationales
GAFAM	Acronyme des géants de la technologie : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GCP	Gestion du Cycle de Projet
GT	Groupe de travail
HIVA-KUL	Institut de recherche sur le travail et la société – Université catholique de Louvain
HRDD	Human Rights Due Diligence – Devoir de vigilance en matière de droits humains
IATI	International Aid Transparency Initiative
ITUC	International Trade Union Confederation (CSI en anglais)
LO Sweden	Landsorganisationen i Sverige (Confédération syndicale suédoise)
M&E	Monitoring & Évaluation

MEP	Member of European Parliament – Député européen
METEA	Syndicat belge des secteurs de la métallurgie et de la technologie (faisant partie de l'ACV-CSC)
MOC	Mouvement Ouvrier Chrétien
NGOfederatie	Fédération flamande des ONG belges dans la coopération internationale
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OP	Organisation Partenaire (syndicat partenaire dans un pays partenaire)
PCTD	Plateforme de Coordination Travail Décent
PERC	Conseil régional paneuropéen de la CSI
PMEAL	Planification, Monitoring, Évaluation, Apprentissage et Learning
PPM	Plan Pluriannuel de Mise en œuvre
RDC	République Démocratique du Congo
RGPD	Règlement Général sur la Protection des Données
SIM	Solidarité Internationale des Mineurs
SIT	Syndicat Interprofessionnel des Travailleurs (syndicat suisse)
SKC	Schone Kleren Campagne
SPF Emploi	Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale
SST	Santé et Sécurité au Travail
ToC	Theory of Change – Théorie du changement
TUC	Trades Union Congress (Royaume-Uni)
TUDCN	Trade Union Development Cooperation Network
TUDEP	Trade Union Development Effectiveness Profile
TUSSO	Trade Union Solidarity Support Organisations
VBG	Violences Basées sur le Genre
WBI	Wallonie-Bruxelles International
WSM	We Social Movements (anciennement Wereldsolidariteit / Solidarité Mondiale)